

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont - ZA la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MATERIAUX ROUTIERS DU LITTORAL (ex MRVO)

Zone industrielle du Renoir
60340 Saint-Leu-D'esserent

Références : IC-R/205/25-JC/VM
Code AIOT : 0005104370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement MATERIAUX ROUTIERS DU LITTORAL (ex MRVO) implanté rue marcel paul, lieudit le renoir 60340 Saint-Leu-d'Esserent. L'inspection a été annoncée le 02/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MATERIAUX ROUTIERS DU LITTORAL (ex MRVO)
- rue marcel paul, lieudit le renoir 60340 Saint-Leu-d'Esserent
- Code AIOT : 0005104370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Matériaux Routiers du Littoral exploite une plate-forme de valorisation de mâchefers

issus des centres de valorisation énergétique. Le mâchefer est à destination des entreprises du groupe Eurovia.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté le débordement du casier n°1. Du mâchefer a été constaté à l'extérieur du casier, jusqu'en bord de clôture du site.

Par courriel du 12/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un schéma de cantonnement des matériaux dans les casiers de stockage. L'exploitant a défini dans ce document un nouveau profil de stockage à respecter vis-à-vis des murets pour garantir le non débordement de matériaux à l'extérieur des box/casiers.

L'inspection demande à l'exploitant :

- de fournir une attestation de formation/sensibilisation concernant le nouveau profil de stockage ;
- de nettoyer et évacuer les mâchefers amassés en dehors des casiers et d'en fournir les éléments de preuve.

Ces éléments sont attendus dans un délai d'un mois à dater de la transmission du rapport d'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 21/05/2015, article 4	Sans objet
2	registre de sortie	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Sans objet
3	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.4	Sans objet
4	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.5	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.7	Sans objet
6	surveillances des rejets (air)	Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article VI.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les volumes imposés dans son arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/2015, au regard des rubriques ICPE concernées : 2716, 2791, 2515.

Le suivi des eaux souterraines et poussières n'indique pas de non-conformité.

L'inspection a constaté en 3 endroits de l'enrobé détérioré, dans la zone du traitement des mâchefers et alentours. Ceci peut remettre en question l'étanchéité du sol à ces endroits. Le regard qui récupère les drains du site est à sec, ce qui indique que le sol est étanche. L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur le risque de remise en question de l'étanchéité du sol aux 3 endroits de dégradation de l'enrobé constatés, et de proposer un plan d'action si nécessaires.

L'inspection a constaté le débordement du casier n°1. Du mâchefer a été constaté à l'extérieur du casier, jusqu'en bord de clôture du site.

L'inspection demande à l'exploitant :

- de fournir une attestation de formation/sensibilisation concernant le nouveau profil de stockage ;
- de nettoyer et évacuer les mâchefers en dehors des casiers et d'en fournir les éléments de preuve à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2015, article 4					
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative					
Prescription contrôlée :					
Les installations relèvent de la nomenclature des installations classées pour les rubriques listées ci-dessous :					
Rubriques	V o l u m e / Q u a n t i t é autorisé	Régime	L i b e l l é simplifié de l a nomenclatur e	Détail des installations ou activités	
2716.1.	20 000 m ³	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion d e s installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d ' ê t r e présent dans l'installation é t a n t supérieur ou égal à 1 000	Plate-forme d _____ e valorisation d _____ e mâchefers d'incinération d'ordures ménagères : 20 000 m ³	

			égal à 1 000 m ³		
2791.1	350 t/j	A	<p>Installation d e traitement de déchets n o n dangereux à l'exclusion d e s installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p><u>Plate-forme d e valorisation d e mâchefers d'incinératio n d'ordures ménagères :</u></p> <p>La capacité maximale annuelle de traitement et d e maturation de la plate-forme est limitée à 60 000 tonnes.</p> <p>L'unité de prétraitemen t d e s mâchefers permet de produire 50 tonnes par heure.</p> <p>L e fonctionnem ent d e l'installation est de 7 heures par jour soit 350 tonnes par jour.</p>	
2515.1.	500 kW	E	Installations de broyage,	<u>Plate-forme d e valorisation</u>	

			de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous- rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	<u>valorisation</u> <u>d</u> <u>e</u> <u>mâchefers</u> <u>d'incinération</u> <u>d'ordures</u> <u>ménagères :</u> Unité de prétraitement des mâchefers Unité de malaxage et d stabilisation de liants hydrauliques	
--	--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

* RÉGIME	
A :	Autorisation
E :	Enregistrement

D :	Déclaration
DC :	Déclaration contrôlée
NC :	Non Classé

Constats :

L'exploitant indique réaliser un bilan comptable en fin de chaque mois. Dans cet exercice, l'exploitant indique réaliser l'état des stocks.

L'exploitant indique à l'inspection qu'en fin mars, était stocké 25 000t de mâchefers, soit 18 000m³.

Cette quantité rentre dans la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/2015 (rubrique ICPE n°2716.1).

L'exploitant indique que les installations de traitement du mâchefer n'ont pas évolué (rubrique ICPE n°2791.1).

L'exploitant indique que l'installation de broyage n'a pas évolué, mais que l'unité de malaxage et de stabilisation de liants hydrauliques a été retirée : il n'y a plus de demande pour le moment sur ce produit. L'exploitant indique qu'en cas de demande d'un client, il existe des unités mobiles qui peuvent être rapidement installées (rubrique ICPE n°2515.1).

L'exploitant respecte les volumes autorisés de son arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/2015.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : registre de sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, registre de sortie

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :

- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;
- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ;
- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux

<p>routiers ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - la quantité de matériau routier quittant l'installation ; - la date de sortie de l'installation ; - l'usage routier effectif ; - le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un extrait de son registre de sortie daté de fin mars. Ce dernier comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro de lot ; - l'origine du lot (nom et adresse de l'installation de traitement thermique) ; - les informations sur le chantier (adresse et coordonnées GPS) ; - les informations concernant le maître d'ouvrage (nom, adresse, Siret) ; - les informations concernant l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers (nom, adresse, Siret) ; - le transporteur (Siret, plaque d'immatriculation du camion, nom du transporteur) ; - le numéro et la date du bon de livraison ; - la quantité de matériaux. <p>L'inspection n'a pas vérifié l'archivage du registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résiduaires d'origines industrielle ont pour origine l'égouttage des eaux de constitution des mâchefers, les eaux météoriques et les eaux d'arrosage qui percolent à travers les stockages et ruissellement sur les aires de traitement et les voiries de circulation, les effluents issus des centrales de pré-traitement et de stabilisation aux liants hydrauliques et les eaux de nettoyage des matériels et engins.</p> <p>L'établissement ne procède à aucun rejet d'eaux résiduaires.</p> <p>Les eaux de lavage du malaxeur sont recueillies dans un bassin étanche d'une capacité minimale de 10m3. Elles sont recyclées en fabrication.</p> <p>Les eaux résiduaires sont collectées sur l'ensemble du site qui est rendu étanche, notamment par la pose d'une géomembrane (ou dispositif d'efficacité équivalent), de façon à empêcher toute infiltration de lixiviats et d'eaux pluviales dans le sol. Elles sont recueillies dans un bassin rendu étanche par une géomembrane offrant une capacité minimale de 2400M3.</p>

[...]

Les caractéristiques des structures utilisées pour l'étanchéification du site (matériaux spécifiques, membrane géotextile, etc...) doivent être maintenues dans le temps.

Les caractéristiques d'étanchéité du site seront suivis à l'aide des indicateurs suivants :

- suivi du débit au niveau des drains amenant les eaux pluviales vers le bassin de recyclage
 - caractéristiques chimiques des eaux alluvionnaires superficielles prélevées régulièrement au droit des piézomètres de contrôle en aval du site (notamment modification, même légère du pH).
- Les eaux résiduaires sont recyclées en fabrication, utilisées pour l'arrosage de la plateforme et des stockages par temps sec afin d'empêcher l'envol de poussières, et utilisées pour arroser les stockages de mâchefers traités pour accélérer le processus de maturation.

Les eaux résiduaires en surplus qui ne peuvent pas être recyclées ou réutilisées sont traitées comme des déchets et éliminées dans les installations dûment autorisées à cet effet.

Constats :

L'exploitant a décrit le fonctionnement de son site par rapport aux eaux pluviales : l'ensemble des eaux de pluies et ruissellement provenant des installations de traitement et des mâchefers vont se retrouver, de par la topographie du site, dans le bassin de récupération étanche de 2400m³. L'exploitant indique qu'aucun rejet de ces eaux résiduaires ne se fait à l'extérieur du site, et qu'il n'a jamais eu à évacuer ce type d'effluents en tant que déchets.

L'inspection a constaté l'arrosage des voiries et stockages de mâchefers. L'exploitant indique que l'eau utilisée est celle du bassin, provenant des eaux pluviales tombées sur le site. L'exploitant a présenté à l'inspection le système de pompage et la programmation de l'arrosage.

Lors de l'inspection du 30/09/2016, il a été acté que le suivi du débit au niveau des drains (installés dans les strates de l'étanchéification du sol) amenant les eaux pluviales vers le bassin n'était pas possible du fait d'absence d'eau. Ceci a permis de dire que le sol est effectivement étanche. Pour réaliser tout de même un suivi, l'exploitant a indiqué dans son Plan d'Assurance Qualité et Respect de l'Environnement (PAQRE) qu'il réalisera un suivi qualitatif de présence d'eau au niveau du regard qui récupère ces drains, avant de se déverser dans le bassin étanche de récupération des eaux. Ce suivi n'est pas en place le jour de la visite d'inspection.

Dans le cadre du suivi de l'étanchéité du site l'exploitant :

- a transmis à l'inspection par courriel du 12/05/2025 son registre de suivi des drains d'étanchéité nouvellement créé ; L'exploitant a prévu un contrôle visuel 1 fois par mois ;
- indique réaliser 2 mesures par an sur 3 piézomètres sur le site : 1 en amont, 2 en aval.

L'exploitant a transmis les 2 rapports de 2024 :

- rapport N°14568769/1/5/1 de Bureau Veritas, prélèvement du 28/05/2024 ;
- rapport N°0797621 14568769/1/6/1 de Bureau Veritas, prélèvement du 30/10/2024.

Les 2 rapports ne font pas état de non-conformité.

L'inspection a constaté en 3 endroits de l'enrobé détérioré, dans la zone du traitement des mâchefers et alentours. Ceci peut remettre en question l'étanchéité du sol à ces endroits. L'exploitant indique que lorsqu'il juge que des travaux d'entretien sont nécessaires, ils sont programmés au plan d'investissement et réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Observation : l'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur le risque de non étanchéité du sol aux 3 endroits de dégradation de l'enrobé constatés, et de proposer un plan d'action si nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réseaux de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents effluents aqueux de l'établissement sont canalisés et l'exploitant tient à jour un plan des réseaux de collecte.</p> <p>[...]</p> <p>Un système de sectionnement rend possible leur isolement par rapport à l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de récolement du site, mis à jour le 16/11/2021. Sur ce dernier est indiqué une vanne d'isolement des réseaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réseau d'alimentation en eau potable ; - réseau d'eaux usées (provenant des sanitaires et réfectoire).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article V.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V.7.1PUITSDECONTRÔLES</p> <p>Un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines est mis en place. L'implantation des moyens de surveillance et les modalités de mesure sont déterminés de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines sous le site à proximité des installations.</p> <p>Deux puits, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un puits au moins est implanté en amont hydraulique du site. La définition du nombre de puits, de l'implantation et de leurs caractéristiques, notamment en ce qui concerne leur profondeur, est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. -</p> <p>V.7.2 PRÉLÈVEMENTS ET ANALYSES</p> <p>Pour chacun des puits de contrôle et deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Des analyses des eaux prélevées sont réalisées par un laboratoire agréé. Les méthodes d'analyses utilisées sont conformes aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques en la matière. Les analyses portent au moins sur les paramètres suivants .</p>

<ul style="list-style-type: none"> - pH, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄⁻, Cl⁻, SO₄²⁻, PO₄³⁻, K⁻, Na⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, Mn²⁺, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, As, Cr total, Cr6 - Chlorures, sulfates, fluorures, hydrocarbures totaux, phénols, cyanures libres DCO, DBO5, COT, AOX, HAP, PCB <p>Une campagne d'analyses sur ces piézomètres est réalisée par un laboratoire agréé selon l'ensemble des paramètres ci-dessus afin de faire un état initial de la qualité de la nappe avant le début de l'exploitation. Les résultats de la campagne initiale sont transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'ensemble des résultats des analyses périodiques est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant fait part dans les meilleurs délais au Préfet et à l'inspection des installations classées, de toute anomalie constatée, des causes de celle-ci, de ses propositions de solutions permettant un retour à une situation normale et détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance des eaux souterraines est indiqué dans le document interne PAQRE.</p> <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - depuis l'origine de l'exploitation, la surveillance ne se faisait que par la mise en place d'une seule jauge de mesure de retombées de poussières, ce qui rendait l'interprétation des résultats assez compliquée ; - en 2023, un réseau de surveillance des retombées de poussières a donc été mis en place sur le site MRL de Saint-Leu d'Esserent : il est constitué de 3 jauges, 1 jauge témoin au Sud-Ouest du site, et 2 jauges de mesures au Nord et à l'Est du site. <p>L'exploitant a transmis les 2 rapports de 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport N°14568769/1/5/1 de Bureau Veritas, prélèvement du 28/05/2024 ; - rapport N°0797621 14568769/1/6/1 de Bureau Veritas, prélèvement du 30/10/2024. <p>Les 2 rapports ne font pas état de non-conformité.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas accompagné les rapports de son interprétation dans le bilan 2024.</p> <p>Par courriel du 12/05/2025, l'exploitant a transmis son analyse et commentaire de l'évolution des analyses des eaux souterraines. Les chiffres sont proches de l'état initial du 2004. Il n'y a pas de non-conformité soulignée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : surveillances des rejets (air)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2003, article VI.6
Thème(s) : Risques chroniques, surveillances des rejets (air)
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets.

Des mesures des retombées de poussières dans l'environnement sont réalisées annuellement par l'exploitant. Le nombre de points de mesures, les conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés et exploités sont définis par l'exploitant pour des conditions de fonctionnement du site représentatives des activités. Une campagne de mesures est réalisée avant le début de l'exploitation des installations.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuellement constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Le programme de surveillance des eaux souterraines est indiqué dans le document interne PAQRE.

L'exploitant indique réaliser 2 campagnes de mesures de poussières par an sur 3 jauges (dont une témoin). L'exploitant a transmis les 2 rapports de 2024 :

- rapport N°22431091/1/1 de Bureau Veritas, prélèvement du 22/04/2024 au 21/05/2024 ;
- rapport N°22431091/1/2 de Bureau Veritas, prélèvement du 20/08/2024 au 19/09/2024.

Les 2 rapports ne font pas état de non-conformité.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas accompagné les rapports de son interprétation. Par courriel du 12/05/2025, l'exploitant a transmis son analyse et commentaire de l'évolution des retombées de poussières sur le site. Les résultats sont inférieurs au seuil réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite